

# On met le couvercle et tout va bien? Que signifie le plafonnement des prix de l'énergie dans l'UE pour la Suisse ?

28.10.2022

## D'un coup d'oeil

Les pays européens ont promis près de 700 milliards d'euros pour atténuer les prix élevés de l'énergie. L'UE tente de son côté de les dompter. Cela comporte des défis pour la Suisse. Mais cela montre surtout qu'il y a trois priorités pour la politique énergétique : développer, développer et développer.

Dans la politique énergétique suisse, il y a un couvercle célèbre : celui utilisé en 1988 par le conseiller fédéral Adolf Ogi. Il a montré à ses concitoyens comment cuire des œufs économiquement, avec deux doigts d'eau dans la casserole et un couvercle. C'était le coup d'envoi de la première grande campagne d'efficacité énergétique de la Confédération. Trente-cinq ans plus tard, nous parlons de couvercles très différents. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a fait exploser les prix de l'énergie en Europe.

Cet été, le prix du gaz a parfois été vingt fois plus élevé que l'année précédente. Les prix de l'électricité suivent le mouvement et posent désormais des problèmes existentiels à de nombreux ménages et entreprises. Beaucoup de pays et l'UE, voient dans le plafonnement des prix le moyen le plus approprié pour contrer cette explosion. Les marchés seraient devenus irrationnels et ne fonctionneraient plus correctement, argumentent-ils. Le pied de biche serait l'outil qu'il convient d'employer pour y remédier. Alors que le monde politique cherche fébrilement des solutions, de nombreux experts se sentent mal à l'aise face aux idées qui circulent. Le problème fondamental est le suivant : au lieu de se concentrer sur la production d'énergie, le monde politique tente de domestiquer des forces du marché. Ce faisant, il ne s'attaque pas à la cause - la rareté et l'incertitude de l'offre énergétique - de la situation actuelle, mais combat les symptômes. C'est contre-productif, car les signaux de pénurie n'ont plus d'effet sur le système de régulation que sont les prix. Qui va encore économiser de l'énergie si les prix sont maintenus artificiellement bas ? Qui va investir dans une production supplémentaire ? Les projets de plafonnement des prix de l'UE se révéleront au mieux inefficaces et au pire une erreur d'appréciation colossale.

## QUE SE PASSE-T-IL DANS L'UE ?

Fin septembre, la Commission européenne a déjà décidé de prélever les revenus des énergies renouvelables, des centrales nucléaires et à charbon (technologies dites "inframarginales") qui dépassent 180 euros par mégawattheure et de les redistribuer aux consommateurs (voir illustration 1). Il ne s'agit pas d'une intervention directe sur le marché de l'électricité, mais d'une "simple" ponction sur les revenus. On espère ainsi obtenir le beurre et l'argent du beurre: les ménages et les entreprises sont aidés sans qu'un surplus de demande coûteux n'apparaisse sur le marché en raison d'un prix artificiellement bas. En termes économiques, une partie de la rente des producteurs sur le marché de l'électricité est transférée aux consommateurs, sans qu'il y ait de perte.

C'est ingénieux, mais cela ne fonctionne que dans une perspective statique. Dans le monde réel, même avec cette mesure, on n'obtient au final qu'une partie de la plaque de beurre et quelques centimes. Il y a trois raisons à cela :

- Premièrement, bien que l'UE ne plafonne pas directement le prix du marché pour éviter une hausse de la demande, la consommation d'électricité devrait tout de même augmenter à moyen terme, car l'argent est prélevé auprès des fournisseurs d'électricité et redistribué aux consommateurs (effet de revenu). Ce serait une très mauvaise chose en termes de sécurité d'approvisionnement.
- Deuxièmement, le plafond de 180 euros n'atténue pas les prix élevés du marché, car les bénéfices ne sont prélevés qu'après la formation des prix. Au contraire, il conduit sans doute les producteurs à miser davantage sur l'électricité chère produite par les centrales à gaz et à continuer à conserver une partie des revenus via le commerce complexe de l'électricité. Ce n'est pas glorieux, mais réaliste : la répression rend inventif.
- Troisièmement, toute redistribution entraîne des pertes de friction. Du point de vue économique, la ponction sur les bénéfices est donc certainement une opération déficitaire. En tant que mesure conjoncturelle, elle est plus inefficace et plus coûteuse que, par exemple, le chômage partiel, car il faut d'abord mettre en place une bureaucratie pour la mettre en œuvre.

Actuellement, des mesures similaires sont également discutées dans le domaine du gaz. Le débat porte principalement sur le "modèle ibérique", dans

lequel le gaz destiné à la production d'électricité est subventionné par l'État, ce qui fait baisser les prix de l'électricité (voir fig. 2). Cette mesure est avant tout coûteuse. En effet, l'État couvre ainsi simplement une partie des coûts de production. L'Espagne et le Portugal ont certes obtenu certains succès avec cette mesure, mais les effets économiques devraient être négatifs. C'est l'une des raisons pour lesquelles cette idée divise les États membres de l'UE. Par ailleurs, une série d'autres mesures plus techniques sont également discutées, mais beaucoup de choses restent encore floues.

## QUE SIGNIFIENT CES MESURES POUR LA SUISSE ?

En tant que pays tiers, notre pays ne participe pas directement au plafonnement des prix de l'UE. Les fournisseurs suisses d'électricité et de gaz ne seraient donc pas tenus de respecter les prescriptions. Aucun revenu ne serait non plus prélevé ou redistribué. Dans le meilleur des cas, nous profiterions même de l'électricité subventionnée de l'UE et gagnerions en importance en tant que site d'investissement pour les énergies renouvelables. Mais l'UE a déjà promis d'empêcher que des pays tirent avantage de ses mesures.

Il est donc plus probable que la politique européenne posera avant tout des défis importants à la Suisse. Si l'UE décidait effectivement de mesures de protection, les entreprises suisses seraient désavantagées par rapport à leurs concurrentes européennes subventionnées et perdraient ainsi en compétitivité. Il n'est pas surprenant que dans un pays où les coûts sont élevés comme la Suisse, les entreprises ne soient pas en mesure de payer soudainement l'énergie plusieurs fois plus cher. La Suisse pourrait être tentée de répondre par des contre-mesures afin de protéger son économie. Cette situation est comparable à une guerre des monnaies, dans laquelle des pays sont contraints d'entrer dans une spirale négative d'interventions néfastes en raison d'actions à court terme d'un partenaire. Ces mesures aggraveraient également la situation énergétique générale, car la consommation d'énergie augmenterait et l'incitation à économiser l'électricité et le gaz diminuerait. Enfin, les subventions nécessitent beaucoup d'argent, ce dont la Suisse ne dispose guère et l'Europe encore moins. Selon les estimations actuelles, 700 milliards de francs suisses de subventions ont déjà été accordés en Europe pour lutter contre les prix

élevés de l'énergie. Les générations futures, qui devront rembourser ces dettes avec des intérêts composés, paieront un prix élevé.

La manière exacte dont l'UE va procéder sera déterminée dans les prochains jours et semaines. Actuellement, les discussions entre les États membres suscitent la controverse. Du point de vue suisse, il semble clair qu'un scénario avec plafonnement des prix sans exclusion des pays tiers serait la meilleure des mauvaises variantes. Mais il faut plutôt s'attendre à ce que l'UE veuille protéger entièrement son marché intérieur. La Suisse aurait alors un problème plus important. Des contre-mesures unilatérales n'apporteraient pas grand-chose. Leur application comporterait des risques économiques importants.

L'ensemble du dispositif de l'UE est avant tout le signe d'un échec. Mais il est trop facile de mettre toute la responsabilité sur le dos de la Russie. La problématique de l'approvisionnement n'est pas due en premier lieu à la guerre en Ukraine, mais à la mauvaise politique énergétique de ces dernières années. Cela vaut d'ailleurs aussi pour la Suisse. Si les milieux politiques avaient aménagé les conditions-cadres du marché de l'énergie de manière à rendre possible les investissements dans la production, nous n'aurions pas ces incertitudes d'approvisionnement. La génération actuellement aux commandes politiques est donc appelée à résoudre les problèmes et non à les gérer. Pour ce faire, la devise est : développer, développer, développer. Produire davantage d'électricité reste le meilleur moyen et le plus efficace de garantir un approvisionnement sûr et des prix bas.



**Alexander Keberle**

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction



**Lukas Federer**

Responsable du département Énergie, environnement, infrastructures et numérisation, membre de la direction élargie